

Art. 42/4. Par dérogation aux autorisations individuelles accordées par l'organisme de contrôle, l'entité compétente peut, lorsqu'elle l'estime nécessaire, accorder annuellement une autorisation générale pour l'utilisation d'une certaine espèce, sous-espèce ou variété déterminée de matériels non biologiques de reproduction des végétaux et rendre publique et mettre à jour annuellement la liste des espèces, sous-espèces ou variétés. Dans ce cas, l'entité compétente indique les quantités de matériels non biologiques de reproduction des végétaux autorisés. ».

Art. 4. À l'article 62 du même arrêté, les modifications suivantes sont apportées :

1° au point 3°, les mots « et catégories de production » sont abrogés ;

2° le point 5° est abrogé.

Art. 5. Dans l'article 64 du même arrêté, le point 3° est remplacé par ce qui suit :

« 3° pour tous les opérateurs ayant des activités autres que la production : la mention selon laquelle l'activité business-to-business, en abrégé B2B, ou l'activité business-to-consumer, en abrégé B2C, est exercée ; ».

Art. 6. Dans l'article 67 du même arrêté, les alinéas 3 et 4 sont remplacés par ce qui suit :

« Pour les opérateurs exerçant l'activité de préparation, le nombre de produits différents est pris en compte.

Pour les opérateurs exerçant des activités autres que la production, l'importance du chiffre d'affaires est prise en compte selon la répartition mentionnée au point C de l'annexe 2, jointe au présent arrêté, sauf s'il s'agit d'un opérateur ayant uniquement une activité telle que mentionnée à l'article 65, 3°, b) ou d). Dans ce cas, l'importance du chiffre d'achats est prise en compte selon la répartition mentionnée au point C de l'annexe 2, jointe au présent arrêté. ».

Art. 7. L'article 70, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est complété par un point 11° rédigé comme suit :

« 11° le numéro d'opérateur économique. ».

Art. 8. L'article 71, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est complété par un point 7°, rédigé comme suit :

« 7° le numéro d'opérateur économique. ».

Art. 9. L'article 72, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est complété par les points 6°, 7° et 8°, rédigés comme suit :

« 6° le cas échéant, le numéro de troupeau ;

7° le cas échéant, la date de cessation de la certification des animaux concernés ;

8° le numéro d'opérateur économique. ».

Art. 10. L'article 73, alinéa 1^{er}, du même arrêté, est complété par un point 9°, rédigé comme suit :

« 9° le numéro d'opérateur économique. ».

Art. 11. Le présent arrêté entre en vigueur le 1^{er} novembre 2023.

Bruxelles, le 27 octobre 2023.

Le ministre flamand de l'Économie, de l'Innovation, de l'Emploi, de l'Économie sociale et de l'Agriculture,
J. BROUNS

REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C - 2023/47413]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux et modifiant l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers. — Erratum

Les versions française, allemande et néerlandaise de l'arrêté susmentionné, publié au *Moniteur belge* du 14 novembre 2023, à la page 105634, doivent se lire comme suit :

CHAPITRE 1^{er}. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux*

Article 1^{er}. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 21 mars 2002 relatif aux gestionnaires de réseaux, il est inséré un article 1^{er}/1 rédigé comme suit :

« Art.1^{er} /1. Les définitions de l'article L1151-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'appliquent au présent arrêté. ».

Art. 2. Dans le même arrêté, il est inséré un article 23/2 rédigé comme suit :

Art. 23/2. § 1^{er}. En cas de fusion volontaire de communes opérée conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, première partie, livre 1^{er}, titre V, les arrêtés de désignation des gestionnaires de réseaux de distribution restent d'application sur le territoire de chacune des communes fusionnées tant qu'une nouvelle désignation n'intervient pas pour la nouvelle commune conformément à la présente disposition.

§ 2. Au plus tard un an après la date de la fusion, le Ministre de l'Énergie publie au *Moniteur belge* un appel à renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution sur le territoire des nouvelles communes. L'appel à renouvellement précise que les communes peuvent, individuellement ou collectivement, initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution.

Dans un délai d'un an maximum à dater de l'appel à renouvellement, la commune notifie à la CWaPE le gestionnaire de réseau de distribution proposé sur son territoire.

La procédure de renouvellement visée aux articles 20, §3, à 23 est applicable à cette désignation.

À défaut de proposition par la nouvelle commune de candidat gestionnaire de réseau de distribution effectuée dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, la CWaPE propose, dans un délai de six mois, un candidat gestionnaire de réseau de distribution pour le territoire de la commune concernée au Gouvernement

wallon dans le respect des conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2° à 4°, du décret. Le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau de distribution de la nouvelle commune dans un délai de deux mois à dater de la réception de la proposition de la CWaPE.

§ 3. Si à la suite de la fusion, la nouvelle commune est desservie sur l'ensemble de son territoire par un même gestionnaire de réseau de distribution, le Gouvernement procède d'office, par dérogation à la procédure visée au paragraphe 2, à la désignation du gestionnaire de réseau de distribution concerné dans un délai de six mois à dater de la date de fusion. ».

CHAPITRE II. — *Modifications de l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers*

Art. 3. Dans l'arrêté du Gouvernement wallon du 16 octobre 2003 relatif aux gestionnaires de réseaux gaziers, il est inséré un article 1^{er} /1 rédigé comme suit :

« Art. 1^{er}/1. Les définitions de l'article L1151-2 du Code de la démocratie locale et de la décentralisation s'appliquent au présent arrêté. ».

Art. 4. Dans le même arrêté, il est inséré un article 14/1 rédigé comme suit :

« Art.14/1. § 1^{er}. En cas de fusion volontaire de communes opérée conformément au Code de la démocratie locale et de la décentralisation, première partie, livre 1^{er}, titre V, les arrêtés de désignation des gestionnaires de réseaux de distribution restent d'application sur le territoire de chacune des communes fusionnées tant qu'une nouvelle désignation n'intervient pas pour la nouvelle commune conformément à la présente disposition.

§ 2. Au plus tard un an après la date de la fusion, le Ministre de l'Énergie publie au *Moniteur belge* un appel à renouvellement de la désignation des gestionnaires de réseaux de distribution sur le territoire des nouvelles communes. L'appel à renouvellement précise que les communes peuvent, individuellement ou collectivement, initier un appel à candidature transparent et non discriminatoire afin de sélectionner un candidat gestionnaire de réseau de distribution.

Dans un délai d'un an maximum à dater de l'appel à renouvellement, la commune notifie à la CWaPE le gestionnaire de réseau de distribution proposé sur son territoire.

La procédure de renouvellement visée aux articles 10, § 3, à 13 est applicable à cette désignation.

A défaut de proposition par la nouvelle commune de candidat gestionnaire de réseau de distribution effectuée dans le respect des dispositions du décret et de ses arrêtés d'exécution, la CWaPE propose, dans un délai de six mois, un candidat gestionnaire de réseau de distribution pour le territoire de la commune concernée au Gouvernement wallon dans le respect des conditions visées à l'article 10, § 1^{er}, alinéa 2, 2° à 4°, du décret. Le Gouvernement désigne le gestionnaire de réseau de distribution dans un délai de deux mois à dater de la réception de la proposition de la CWaPE.

§ 3. Si à la suite de la fusion la nouvelle commune est desservie sur l'ensemble de son territoire par un même gestionnaire de réseau de distribution, le Gouvernement procède d'office, par dérogation à la procédure visée au paragraphe 2, à la désignation du gestionnaire de réseau de distribution concerné dans un délai de six mois à dater de la date de fusion. ».

CHAPITRE III. — *Disposition finale*

Art. 5. Le Ministre de l'Énergie est chargé de l'exécution du présent arrêté.

Namur, le 7 septembre 2023.

Pour le Gouvernement :

Le Ministre-Président,
E. DI RUPO

Le Ministre du Climat, de l'Énergie, de la Mobilité et des Infrastructures,
Ph. HENRY

ÜBERSETZUNG

ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

[C – 2023/47413]

7. SEPTEMBER 2023 — Erlass der Wallonischen Regierung zur Abänderung des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber und des Erlasses vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen — Erratum

Die französische, deutsche und niederländische Fassung des oben genannten Erlasses, veröffentlicht im Belgischen Staatsblatt vom 14. November 2023 auf Seite 105634, ist wie folgt zu lesen:

Die Wallonische Regierung,

Aufgrund des Kodexes für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Buch I, Teil 1, Titel V;

Aufgrund des Dekrets vom 12. April 2001 bezüglich der Organisation des regionalen Elektrizitätsmarkts, Artikel 10, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 8. November 2018;

Aufgrund des Dekrets vom 19. Dezember 2002 bezüglich der Organisation des regionalen Gasmarkts, Artikel 10, zuletzt abgeändert durch das Dekret vom 8. November 2018;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber;

Aufgrund des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen;

Aufgrund der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme CD-23c24-CWaPE-0926 der Wallonischen Kommission für Energie ("Commission wallonne pour l'énergie");

Aufgrund des Berichts vom 16. Februar 2023, aufgestellt in Übereinstimmung mit Artikel 3 Ziffer 2 des Dekrets vom 11. April 2014 zur Umsetzung der Resolutionen der im September 1995 in Peking organisierten Weltfrauenkonferenz der Vereinten Nationen und zur Integration des Gender Mainstreaming in allen regionalen politischen Vorhaben;

Aufgrund des am 14. Juli 2023 beim Staatsrat in Anwendung von Artikel 84 § 1 Absatz 1 Ziffer 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat eingereichten Antrags auf Begutachtung innerhalb einer Frist von dreißig Tagen;

In der Erwägung, dass innerhalb dieser Frist kein Gutachten abgegeben wurde;

Aufgrund des Artikels 84 Paragraph 4 Absatz 2 der am 12. Januar 1973 koordinierten Gesetze über den Staatsrat;

In Erwägung der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme der CWaPE;

In Erwägung der am 24. März 2023 abgegebenen Stellungnahme des Pools "Energie";

Auf Vorschlag des Ministers für Energie;

Nach Beratung,

Beschließt:

KAPITEL I — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber

Artikel 1 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 21. März 2002 bezüglich der Netzbetreiber wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Art. Art.1/1 - Die Definitionen von Artikel L1151-2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung gelten für den vorliegenden Erlass."

Art. 2 - In denselben Erlass wird ein Artikel 23/2 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

Art. 23/2 - § 1. Im Falle einer freiwilligen Fusion von Gemeinden gemäß dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Teil 1, Buch I, Titel V, gelten die Erlasse zur Benennung der Betreiber von Verteilernetzen weiterhin für das Gebiet jeder der fusionierten Gemeinden, bis eine neue Benennung für die neue Gemeinde gemäß der vorliegenden Bestimmung erfolgt ist.

§ 2. Spätestens ein Jahr nach dem Datum der Fusion veröffentlicht der Minister für Energie im Belgischen Staatsblatt einen Aufruf zur Erneuerung der Benennung von Verteilernetzbetreibern auf dem Gebiet der neuen Gemeinden. Der Aufruf zur Erneuerung legt fest, dass die Gemeinden einzeln oder gemeinsam eine transparente und nicht diskriminierende Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen initiieren können, um unter den Bewerbern einen Verteilernetzbetreiber auszuwählen.

Innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr ab dem Aufruf zur Erneuerung notifiziert die Gemeinde der CWaPE die Identität des auf ihrem Gebiet vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers.

Das Erneuerungsverfahren nach Artikel 20 § 3 bis 23 ist auf diese Benennung anwendbar.

Falls die neue Gemeinde keinen Bewerber für den Betrieb eines Verteilernetzes vorschlägt, der unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse erfolgt, schlägt die CWaPE innerhalb von sechs Monaten der Wallonischen Regierung unter Einhaltung der in Artikel 10, § 1, Absatz 2, 2° bis 4° des Dekrets genannten Bedingungen einen Bewerber für den Betrieb eines Verteilernetzes für das Gebiet der betreffenden Gemeinde vor. Die Regierung benennt innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Vorschlags der CWaPE den Verteilernetzbetreiber der neuen Gemeinde.

§ 3. Wenn infolge der Fusion die neue Gemeinde auf ihrem gesamten Gebiet von ein und demselben Verteilernetzbetreiber versorgt wird, nimmt die Regierung von Amts wegen, abweichend von dem in § 2 genannten Verfahren, innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum der Fusion die Benennung des betreffenden Verteilernetzbetreibers vor."

KAPITEL II — Abänderungen des Erlasses der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen

Art. 3 - In den Erlass der Wallonischen Regierung vom 16. Oktober 2003 bezüglich der Betreiber von Gasnetzen wird ein Artikel 1/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 1/1 - Die Definitionen von Artikel L1151-2 des Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung gelten für den vorliegenden Erlass."

Art. 4 - In denselben Erlass wird ein Artikel 14/1 mit folgendem Wortlaut eingefügt:

"Art. 14/1 - § 1. Im Falle einer freiwilligen Fusion von Gemeinden gemäß dem Kodex für lokale Demokratie und Dezentralisierung, Teil 1, Buch I, Titel V, gelten die Erlasse zur Benennung der Betreiber von Verteilernetzen weiterhin für das Gebiet jeder der fusionierten Gemeinden, bis eine neue Benennung für die neue Gemeinde gemäß der vorliegenden Bestimmung erfolgt ist.

§ 2. Spätestens ein Jahr nach dem Datum der Fusion veröffentlicht der Minister für Energie im Belgischen Staatsblatt einen Aufruf zur Erneuerung der Benennung von Verteilernetzbetreibern auf dem Gebiet der neuen Gemeinden. Der Aufruf zur Erneuerung legt fest, dass die Gemeinden einzeln oder gemeinsam eine transparente und nicht diskriminierende Aufforderung zur Einreichung von Bewerbungen initiieren können, um unter den Bewerbern einen Verteilernetzbetreiber auszuwählen.

Innerhalb einer Frist von höchstens einem Jahr ab dem Aufruf zur Erneuerung notifiziert die Gemeinde der CWaPE die Identität des auf ihrem Gebiet vorgeschlagenen Verteilernetzbetreibers.

Das Erneuerungsverfahren nach Artikel 10 § 3 bis 13 ist auf diese Benennung anwendbar.

Falls die neue Gemeinde keinen Bewerber für den Betrieb eines Verteilernetzes vorschlägt, der unter Einhaltung der Bestimmungen des Dekrets und seiner Ausführungserlasse erfolgt, schlägt die CWaPE innerhalb von sechs Monaten der Wallonischen Regierung unter Einhaltung der in Artikel 10, § 1, Absatz 2, 2° bis 4° des Dekrets genannten Bedingungen einen Bewerber für den Betrieb eines Verteilernetzes für das Gebiet der betreffenden Gemeinde vor. Die Regierung benennt innerhalb von zwei Monaten nach Eingang des Vorschlags der CWaPE den Verteilernetzbetreiber.

§ 3. Wenn infolge der Fusion die neue Gemeinde auf ihrem gesamten Gebiet von ein und demselben Verteilernetzbetreiber versorgt wird, nimmt die Regierung von Amts wegen, abweichend von dem in § 2 genannten Verfahren, innerhalb von sechs Monaten ab dem Datum der Fusion die Benennung des betreffenden Verteilernetzbetreibers vor."

KAPITEL III — *Schlussbestimmung*

Art. 5 - Der Minister für Energie wird mit der Durchführung des vorliegenden Erlasses beauftragt.

Namur, den 7. September 2023

Für die Regierung:

Der Ministerpräsident

E. DI RÜPO

Der Minister für Klima, Energie, Mobilität und Infrastrukturen

Ph. HENRY

VERTALING

WAALSE OVERHEIDSDIENST

[C – 2023/47413]

7 SEPTEMBER 2023. — **Besluit van de Waalse Regering tot wijziging van het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders en van het besluit van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders.** — **Erratum**

De Franse, Duitse en Nederlandse versie van bovengenoemd besluit, bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad* van 14 november 2023 op bladzijde 105634, dienen als volgt te worden gelezen:

De Waalse Regering,

Gelet op het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, Boek I, Deel I, Titel V;

Gelet op het decreet van 12 april 2001 betreffende de organisatie van de gewestelijke elektriciteitsmarkt, artikel 10, laatst gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op het decreet van 19 december 2002 betreffende de organisatie van de gewestelijke gasmarkt, artikel 10, laatst gewijzigd bij het decreet van 8 november 2018;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders;

Gelet op het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders;

Gelet op het advies nr. CD-23c24-CWaPE-0926 van de “Commission wallonne pour l’Energie” (Waalse Energiecommissie), uitgebracht op 24 maart 2023;

Gelet op het rapport van 16 februari 2023 opgemaakt overeenkomstig artikel 3, 2°, van het decreet van 11 april 2014 houdende uitvoering van de resoluties van de Vrouwenconferentie van de Verenigde Naties die in september 1995 in Peking heeft plaatsgehad en tot integratie van de genderdimensie in het geheel van de gewestelijke beleidslijnen;

Gelet op het verzoek om advies binnen een termijn van dertig dagen, gericht aan de Raad van State op 14 juli 2023, overeenkomstig artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973;

Gelet op het uitblijven van advies binnen deze termijn;

Gelet op artikel 84, § 4, tweede lid, van de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973 ;

Gelet op het advies van de “CWaPE”, gegeven op 24 maart 2023;

Gelet op het advies van de beleidsgroep “Energie” van 24 maart 2023;

Op de voordracht van de Minister van Energie;

Na beraadslaging,

Besluit :

HOOFDSTUK I. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders*

Artikel 1. In het besluit van de Waalse Regering van 21 maart 2002 betreffende de netbeheerders wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.1/1. De begripsomschrijvingen bedoeld in artikel L1151-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie zijn van toepassing op dit besluit. ».

Art. 2. In hetzelfde besluit wordt een artikel 23/2 ingevoegd, luidend als volgt:

Art. 23/2. § 1. In geval van een vrijwillige samenvoeging van gemeenten, doorgevoerd overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, Deel I, Boek I, Titel V, blijven de aanwijzingsbesluiten van de distributienetbeheerders van toepassing op het grondgebied van elk van de samengevoegde gemeenten totdat een nieuwe aanwijzing voor de nieuwe gemeente overeenkomstig deze bepaling is vastgesteld.

§ 2. Uiterlijk één jaar na de datum van de samenvoeging publiceert de Minister van Energie in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot hernieuwing van de aanwijzing van distributienetbeheerders op het grondgebied van de nieuwe gemeenten. De oproep tot hernieuwing vermeldt dat de gemeenten individueel of collectief een transparante en niet-discriminerende oproep tot kandidaten kunnen lanceren om een kandidaat-distributienetbeheerder te selecteren.

Binnen een termijn van maximum één jaar te rekenen van de oproep tot hernieuwing, geeft de gemeente kennis aan de CWaPE van de distributienetbeheerder die voor haar grondgebied is voorgedragen.

De procedure tot hernieuwing bedoeld in de artikelen 20, §3, tot 23 is van toepassing tot deze aanwijzing.

Indien de nieuwe gemeente geen kandidaat-distributienetbeheerder voorstelt overeenkomstig de bepalingen van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, stelt de CWaPE binnen de zes maanden een kandidaat-distributienetbeheerder voor het grondgebied van de betrokken gemeente voor aan de Waalse Regering overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, 2° tot 4°, van het decreet. De Regering wijst de distributienetbeheerder voor de nieuwe gemeente aan binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het voorstel van de CWaPE.

§ 3. Als de nieuwe gemeente na de fusie op haar hele grondgebied door dezelfde distributienetbeheerder wordt bediend, wijst de Regering, in afwijking van de procedure bedoeld in paragraaf 2, automatisch de betrokken distributienetbeheerder aan binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van de fusie. ».

HOOFDSTUK II. — *Wijzigingen in het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders*

Art. 3. In het besluit van de Waalse Regering van 16 oktober 2003 betreffende de gasnetbeheerders, wordt een artikel 1/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art. 1/1. De begripsomschrijvingen bedoeld in artikel L1151-2 van het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie zijn van toepassing op dit besluit. ».

Art. 4. In hetzelfde besluit wordt een artikel 14/1 ingevoegd, luidend als volgt:

“Art.14/1. § 1. In geval van een vrijwillige samenvoeging van gemeenten, doorgevoerd overeenkomstig het Wetboek van de plaatselijke democratie en de decentralisatie, Deel I, Boek I, Titel V, blijven de aanwijzingsbesluiten van de distributienetbeheerders van toepassing op het grondgebied van elk van de samengevoegde gemeenten totdat een nieuwe aanwijzing voor de nieuwe gemeente overeenkomstig deze bepaling is vastgesteld.

§ 2. Uiterlijk één jaar na de datum van de samenvoeging publiceert de Minister van Energie in het *Belgisch Staatsblad* een oproep tot hernieuwing van de aanwijzing van distributienetbeheerders op het grondgebied van de nieuwe gemeenten. De oproep tot hernieuwing vermeldt dat de gemeenten individueel of collectief een transparante en niet-discriminerende oproep tot kandidaten kunnen lanceren om een kandidaat-distributienetbeheerder te selecteren.

Binnen een termijn van maximum één jaar te rekenen van de oproep tot hernieuwing, geeft de gemeente kennis aan de CWaPE van de distributienetbeheerder die voor haar grondgebied is voorgedragen.

De procedure tot hernieuwing bedoeld in de artikelen 10, § 3, tot 13 is van toepassing tot deze aanwijzing.

Indien de nieuwe gemeente geen kandidaat-distributienetbeheerder voorstelt overeenkomstig de bepalingen van het decreet en de uitvoeringsbesluiten ervan, stelt de CWaPE binnen de zes maanden een kandidaat-distributienetbeheerder voor het grondgebied van de betrokken gemeente voor aan de Waalse Regering overeenkomstig de voorwaarden bedoeld in artikel 10, § 1, tweede lid, 2° tot 4°, van het decreet. De Regering wijst de distributienetbeheerder aan binnen een termijn van twee maanden na ontvangst van het voorstel van de CWaPE.

§ 3. Als de nieuwe gemeente na de fusie op haar hele grondgebied door dezelfde distributienetbeheerder wordt bediend, wijst de Regering, in afwijking van de procedure bedoeld in paragraaf 2, automatisch de betrokken distributienetbeheerder aan binnen een termijn van zes maanden vanaf de datum van de fusie. ».

HOOFDSTUK III. — *Slotbepaling*

Art. 5. De Minister van Energie is belast met de uitvoering van dit besluit.

Namen, 7 september 2023.

Voor de Regering:

De Minister-President,

E. DI RUPO

De Minister van Klimaat, Energie, Mobiliteit en Infrastructuren,

Ph. HENRY

SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

[C – 2023/47329]

7 SEPTEMBRE 2023. — Arrêté du Gouvernement wallon approuvant les modifications des statuts de la Société wallonne des eaux

Le Gouvernement wallon,

Vu le Livre II du Code de l'Environnement contenant le Code de l'Eau ;

Vu les articles D.346 à D.391 du Code de l'Eau régissant le régime organique de la Société wallonne des eaux, l'article D.349 ;

Vu les statuts de la Société wallonne des eaux adoptés le 30 novembre 2006, approuvés par le Gouvernement wallon le 25 janvier 2007 ;

Vu les modifications des statuts de la Société wallonne des eaux, approuvées par le Gouvernement wallon le 28 juin 2012, le 7 novembre 2013, le 20 juillet 2017 et le 18 juillet 2019 ;

Vu la décision de l'Assemblée générale extraordinaire de la Société wallonne des eaux du 30 mai 2023 adoptant des modifications aux statuts ;

Sur la proposition de la Ministre de l'Environnement ;